



« Sport et coopération décentralisée »

Frédéric LAGRANGE
Jordan BARLEMONT
Marie ROY

CONTEXTE

Le sport et l'international, c'est à la fois le rayonnement de l'expertise française lors des JOP de Paris ou ceux des Alpes françaises, mais ce sont aussi des valeurs et un levier d'action sur tous les champs de compétence d'une collectivité, depuis l'aménagement de son territoire jusqu'à l'inclusion sociale.

De nouveaux pays se positionnent dans l'accueil de grands événements. On peut citer la Coupe du Monde de football au Maroc en 2030, les Jeux de la Jeunesse au Sénégal en 2026 ou les Jeux de la francophonie en Arménie en 2027. Ces événements sont souvent des déclencheurs pour la mise en œuvre d'une stratégie d'héritage.

Les collectivités françaises représentent 70% du financement du sport en France. Elles jouent un rôle majeur dans le sport scolaire, la relation avec le réseau associatif sportif local, le soutien multiforme à la pratique autonome, etc. Autant de champs potentiels de coopération.

PRE-REQUIS

Le sport est un vecteur de coopération même quand les partenaires ne se parlent plus. L'exemple le plus connu est celui de la diplomatie du ping-pong entre la Chine et les USA dans les années 70. C'est un sujet sur lequel on peut facilement dépasser les clivages politiques et permettre la compétition sans les affrontements.

Le sport est aussi la thématique la plus médiatique au monde – aucun événement ne réunit plus de monde que les JOP ou la Coupe du monde de foot. C'est un outil de rayonnement important de l'expertise des territoires qui accueillent des événements – la Région IDF est beaucoup contactée sur les transports après la réussite des JOP de Paris

L'organisation d'événements est un accélérateur de politiques publiques car les événements ont des agendas fixes. Ils permettent d'enclencher des démarches innovantes et de les mener à terme en temps contraints.

Les événements sont de plus en plus soumis à l'acceptabilité de la population, ce qui nécessite de mettre en place des démarches durables et tenant compte de leur héritage

OUTILS

La France a engagé une diplomatie sportive afin de **valoriser les Jeux** et le savoir-faire acquis, de faire du sport **un outil de rapprochement avec le monde**, de soutenir **la filière sport**, et d'intégrer le sport comme **un outil à part entière de coopération avec les autorités locales**.

L'Etat déploie pour ça plusieurs outils : le **Fonds Equipe France** (ex FSPI - projets sur 2 ans, montant maximum d'1 M€), le **Fonds Equipe France « rapide »** (ex FSPI-R - variante du fonds précédent, créé en 2023), l'**appel à projets « Sport et coopération décentralisée »** de la DCTCIV (depuis 2021, 42 projets pour 4,5 M€). L'AFD finance depuis 2019 des projets utilisant le sport comme un outil au service des objectifs de développement durable : plus de 200 projets soutenus dans plus de 45 pays

Au niveau local, les collectivités sont impliquées à tous les niveaux dans les politiques en faveur du sport aussi bien dans le sport amateur, le sport de haut niveau, le sport à l'école, les infrastructures... elles développent des projets alliant sport et santé, inclusion, diasporas, égalité F/H, action pour la paix, etc. Elles développent des projets en faveur du développement économique (Rugby et Business dans les Hauts de France), du rayonnement du territoire (accueil de l'équipe nationale brésilienne de volley en Moselle) ou de la santé (aisance aquatique au Sénégal par l'agglomération Grand Paris Sud).

Elles peuvent s'appuyer sur l'Agence Nationale pour le Sport (ANS), les conférences territoriales pour le sport qui définissent des projets régionaux de développement du sport, l'association territoires d'événements sportifs ou encore des acteurs privés comme le GIE France Sport Expertise (qui réunit les entreprises spécialisées dans le sport).

Quelques liens utiles :

- [La diplomatie sportive, qu'est ce que c'est](#)
- [Mettre le sport au cœur de nos coopérations](#)
- [AFD – le sport plus qu'un jeu](#)
- Le livre [Sport Power](#) écrit par Lukas Aubin de l'IRIS

POINTS DE VIGILANCE

Intégrer le mouvement sportif dans les projets

Se mettre en lien avec les référents sports qui sont déployés désormais dans toutes les ambassades

Associer des sportifs de haut niveau si possible dans la gouvernance ou la mise en œuvre des projets